

LES CHIFFRES DU MOIS



7 militaires ont été condamnés
à **5 années** de prison pour le
meurtre de villageois. C'est la première fois
qu'une telle sentence est prononcée contre
des représentants de l'armée birmane depuis
plus de **50 ans.**

Le 23 septembre,
les conflits ont provoqués le déplacement
de **2 000** villageois dans l'Etat Kachin



En collaboration avec l'UNICEF,
800 enfants soldats en service
depuis **2012** ont été libérés de
leurs obligations par l'armée.

3 villes birmanes sont dans
le **top 10** des nouvelles
destinations touristiques en Asie



LES ÉVÉNEMENTS CLEFS DU MOIS

Le budget militaire en hausse. Alors que la Ligue Nationale pour la Démocratie est au pouvoir depuis peu, le budget pour la défense a de nouveau été augmenté. Il avait déjà été augmenté sous le mandat du président Thein Sein, peu de temps avant les élections. Cela prouve l'influence toujours considérable de l'armée birmane sur le gouvernement.

Annulation d'une loi répressive par la LND. La loi qui exigeait des habitants qu'ils demandent l'autorisation aux autorités locales d'héberger des invités pour la nuit vient d'être en partie annulée. Cette loi a longtemps permis à l'armée de traquer les activistes, particulièrement sous le régime de la junte et du gouvernement pseudo-démocratique de Thein Sein. Les militants pour les droits de l'homme l'ont toujours dénoncé et ont demandé son abolition.



Les militaires, qui contrôlent toujours ¼ des sièges du parlement, ont tenté de démontrer qu'elle était utile aux populations, en arguant qu'elle permettait d'obtenir des données fondamentales sur la localisation des populations. Le nouveau projet de loi exige des invités logeant dans un quartier ou un village à se déclarer auprès des autorités mais seulement au bout d'un mois et la police n'est plus autorisée à s'introduire dans les habitations. Certes, cette avancée peut être saluée car la LND doit toujours composer avec la présence des militaires. Cependant, il faudra encore du temps pour que le peuple birman puisse bénéficier d'une totale liberté de mouvement.



Le gouvernement régional de l'Etat d'Arakan projette de détruire des édifices musulmans. Il a annoncé en septembre son projet de destruction de plus de 3000 constructions prétendues illégales qui se situent dans 2 communes à majorité musulmane. Les autorités vont procéder à la vérification des bâtiments afin de déterminer s'ils ont été construits de manière légale ou non. La minorité musulmane des rohingyas est une fois de plus visée. Le plan prévoit la destruction de mosquées, d'écoles coraniques et d'habitations rohingyas. Alors que leurs libertés fondamentales se voient déjà restreintes, la minorité des 2 communes concernées se retrouverait sans toit, se verrait privée de l'accès à l'éducation religieuse et perdrait son lieu de prière.

La Ligue Nationale pour la Démocratie autorisera-t-elle la reprise de la construction du barrage Myistone? Les résidents de l'État Kachin ont renouvelé leur refus de laisser cet immense projet voir le jour dans leur région à travers une lettre ouverte adressée au président U Htin Kyaw, à Aung San Suu Kyi et à d'autres ministères. Plus de 90% de l'électricité produite serait à destination de la Chine, alors que 70% des birmans ne bénéficient pas d'un accès courant à l'électricité. Les opposants rappellent que le barrage, inondant les zones alentours, entraînerait le déplacement de milliers de personnes. Le gouvernement ne semble pas prêt à renoncer à une telle coopération avec son voisin chinois et les échanges entre la Birmanie et la Chine à ce sujet restent opaques.



Une commission a été chargée par le gouvernement d'enquêter et de déterminer la meilleure marche à suivre pour la construction du barrage, et un premier rapport était attendu le 11 novembre mais la commission a informé la presse que sa décision serait retardée de plusieurs mois.

Des affrontements entre groupes ethniques armés. A la fin du mois de septembre, contre toute attente, des affrontements ont éclaté entre l'armée Wa et son plus proche allié, l'armée Mongla. Cela n'était pas arrivé depuis près de 27 ans et ces deux groupes partagent traditionnellement leur point de vue sur les enjeux ethniques et le gouvernement. Certains analystes évoquent le fait que les Wa ne seraient pas satisfaits des nombreux communiqués de l'armée Mongla soutenant les efforts du nouveau gouvernement et démontrant leur croyance aux négociations de paix.

La très controversée Commission des Droits de l'Homme connaît une pression médiatique et politique autour de l'affaire d'une jeune fille torturée et dont le cas n'aurait pas été traité avec impartialité. Quatre de ses membres ont démissionné et les organisations de la société civile dénoncent le manque d'indépendance de la Commission vis à vis de l'armée birmane.



Des milliers de personnes ont manifesté pour la paix dans l'Etat Kachin, suite au décès d'une petite fille de deux ans dans une explosion due aux affrontements. Les combats entre l'Armée birmane et l'armée d'indépendance Kachin ont repris au mois d'août. Depuis 2011, plus de 100 000 personnes ont dû être déplacées et les négociations pour la paix n'avancent pas. Les manifestants souhaitent attirer l'attention du gouvernement pour faire cesser les combats.

L'Angleterre annonce 25 millions de livre sterling afin de favoriser la croissance des secteurs clés de l'économie. Avec l'Australie, la Direction des investissements et des entreprises birmanes et la Chambre de commerce et d'industrie, ils travaillent afin d'encourager les lois pro-investissements et les initiatives pro-business, alors même que la Birmanie ne possède aucun cadre légal protégeant les populations locales et l'environnement, et que les violations des droits humains y sont encore courantes.

LE FOCUS DU MOIS**LE PRÉSIDENT AMÉRICAIN BARACK OBAMA LÈVE LES DERNIÈRES SANCTIONS
ÉCONOMIQUES CONTRE LA BIRMANIE**

Aung San Suu Kyi, leader de la Ligue Nationale pour la Démocratie, s'est récemment rendue aux États-Unis pour rencontrer le président Barack Obama. Alors qu'un récent rapport de Human Right Watch révélait que le gouvernement birman « prévoyait d'annoncer la levée des sanctions clés lors de la visite de la leader birmane Aung San Suu Kyi à Washington le 13 septembre », le président américain a confirmé ces prévisions et les a acté le 7 octobre 2016.

Préalablement à la rencontre, 46 organisations dont Info Birmanie ont co-signé un courrier à l'attention du président Obama pour lui exprimer leurs inquiétudes. En effet, malgré les avancées de la transition démocratique et les actions de consolidation de la paix menées en Birmanie depuis les élections de novembre dernier, certains sujets menacent la stabilité du pays. Les déplacés internes sont extrêmement nombreux, la minorité des rohingyas continue d'être persécutée, l'armée birmane poursuit ses exactions contre les civils, les femmes sont systématiquement exclues des pourparlers de paix et l'accès aux libertés fondamentales de milliers de personnes n'est pas assurée.



Le gouvernement américain, pour faire face aux nombreuses violations des droits humains, avaient mis en place des sanctions économiques. En réponse aux efforts de démocratisation débutés en 2011, les sanctions avaient été allégées afin de soutenir l'investissement dans le pays. Si la transition démocratique évolue significativement depuis l'arrivée au pouvoir de la LND, les signataires de la lettre avaient rappelé la

nécessité de conserver ces dernières sanctions. Celles-ci ciblaient surtout les membres les plus riches et les plus corrompus de la société birmane. Aung San Suu Kyi avaient elle même rappelé en août dernier : « il n'y a pas de raison de discuter la levée des sanctions parce que les sanctions sont imposées à ceux qui font obstructions aux évolutions démocratiques du pays, pas à tout le pays. Le parlement n'a donc pas besoin de les alléger immédiatement ».

Les organisations signataires demandaient à ce que soit maintenues les sanctions jusqu'à ce que :

- 1) L'armée birmane cesse de violer les lois humanitaires internationales
- 2) Des progrès significatifs et observables se concrétisent pour les pourparlers de paix, en donnant la priorité à la société civile, aux femmes et aux jeunes.
- 3) Le gouvernement trouve une solution à l'absence de citoyenneté de la minorité Rohingya et les protège des persécutions.
- 4) Les bénéfices issus des ressources naturelles soient gérés correctement et partagés entre régions et gouvernement.
- 5) La constitution de 2008 soit réformée pour donner plus de pouvoir au peuple birman.

Malheureusement, le président des Etats-Unis a ignoré ces recommandations en annonçant à Aung San Suu Kyi que les sanctions seraient levées très prochainement. Il s'agissait des dernières sanctions économiques en vigueur contre la Birmanie. En effet, l'Union Européenne les avait levées en 2012. Leur présence permettait de conserver une certaine pression à l'égard du gouvernement birman. Mais il semble que les États-Unis, suivant l'exemple de l'Union Européenne, favorisera les intérêts économiques aux dépens de ceux de la population birmane.